

**Les 1<sup>res</sup> Rencontres VRM**

**Débat public « Voter au municipal... qu'ossa donne? »**

**29 octobre 2009**

**École d'architecture de l'Université Laval et Musée de la civilisation**

**Québec**

**Propos recueillis par Marie-Pier Bresse**

Laurence Bherer souhaite la bienvenue et présente en quelques mots le réseau VRM. L'animateur Matthieu Dugal explique ensuite le fonctionnement de la soirée. Les panélistes, dispersés dans la salle parmi le public, feront une courte présentation. Il y aura ensuite une discussion parmi le public et les panélistes.

Gaétan Beaulière est membre du comité de coordination de Projet Gatineau, un organisme non-partisan visant à stimuler l'engagement citoyen dans la politique municipale. Il explique que Projet Gatineau a débuté à l'été 2008, avec la publication d'une lettre appelant les citoyens de Gatineau à collaborer pour concevoir un projet politique pour Gatineau. À la suite d'un forum, de soirées thématiques et d'une assemblée, Projet Gatineau a mis sur la table des propositions précises sur l'avenir de la ville. Selon M. Beaulière, près de 300 personnes, surtout des jeunes, ont participé au processus. L'idée au cœur de Projet Gatineau est qu'une ville doit proposer un réel projet politique, qui ne concerne pas uniquement les politiciens et qui ne se limite pas aux services publics ; le projet doit placer la ville comme chef de file en développement durable, en culture et en développement économique.

Laurence Bherer, professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal, s'intéresse aux réformes de démocratisation et de transparence administrative et à leurs effets sur la démocratie contemporaine à partir du palier local. Devant les faibles taux de participation aux élections municipales précédentes, Mme Bherer affirme que le municipal est un palier peu valorisé et marginal, caractérisé par un certain apolitisme qui décourage la participation des citoyens. En effet, les enjeux municipaux semblent souvent réduits aux enjeux techniques, comme la gestion des matières résiduelles, qui sont plutôt neutres d'un point de vue idéologique. Selon Mme Bherer, cet apolitisme vient aussi du contexte municipal, et ce, pour plusieurs raisons : la couverture médiatique des élections municipales est plutôt modeste, le peu de pression sur les électeurs pour aller voter (l'élection municipale est présentée comme une élection de second ordre), la difficulté pour les électeurs d'évaluer la performance des candidats sortants et le petit nombre de partis politiques. Par ailleurs, les partis politiques, qui aident généralement à faire la médiation entre l'électeur et un bloc d'idées, sont souvent peu organisés à l'échelle municipale.

Vincent Deslauriers est un électron libre dans le monde de la politique. Pour la deuxième année, il est porte-parole du projet «Démocratie en route», une exposition itinérante du Musée de la civilisation de Québec. M. Deslauriers visite les écoles secondaires et les cégeps du Québec pour sensibiliser les jeunes à la question de la démocratie et de l'engagement et pour en discuter avec ces derniers. À la fin de l'année 2009, il aura rencontré 25 000 élèves. De plus, M. Deslauriers était candidat à la mairie de Québec lors des élections de 2007. M. Deslauriers affirme que plusieurs jeunes croient qu'aller voter ne sert à rien, particulièrement au palier municipal qu'ils considèrent comme peu important. Selon lui, beaucoup de jeunes, tout comme beaucoup d'adultes, sont cyniques envers la politique. De plus, les jeunes seraient choqués par l'attitude irrespectueuse qu'ils observent chez des politiciens. M. Deslauriers croit qu'on peut revaloriser le palier municipal auprès des jeunes en leur faisant comprendre qu'il s'agit d'un terrain idéal pour s'exercer à la démocratie. Il faut aussi insister sur le fait que le vote d'un individu prend de la puissance quand il est associé à ceux d'autres personnes, et que le vote demeure l'ultime expression de la liberté d'opinion; lorsqu'on vote, personne ne nous regarde, personne ne nous juge.

Réjean Lemoine a une formation en histoire. Il a été conseiller municipal du quartier Saint-Roch à Québec de 1989 à 1997. Il a participé à la fondation de la revue d'histoire *Cap-aux-Diamants* et à celle de la radio communautaire CKIA. Il est actuellement chroniqueur urbain à l'emploi du réseau TVA. Pour M. Lemoine, il est paradoxal que le palier municipal soit le plus près des citoyens et que ce soit celui qui a le plus faible taux de participation. Cette situation aurait selon lui des explications historiques; le scrutin universel (locataires et propriétaires) n'a été instauré que dans les années 60 pour les municipalités. M. Lemoine croit aussi que la taille des villes influence la participation citoyenne; il cite à ce sujet une étude de J. Eric Oliver<sup>1</sup>. Oliver remarque que plus une ville est de grande taille, moins il y a d'engagement civique et de contacts avec les élus, et moins les gens votent. En ce sens, les récentes fusions municipales pourraient, selon M. Lemoine, avoir un impact négatif sur la participation des citoyens. Enfin, M. Lemoine expose l'hypothèse selon laquelle les gens sont satisfaits de leur environnement, puisqu'ils ont choisi d'y habiter, et donc peu enclins à aller voter pour faire changer les choses.

Marie-Claude Prémont est professeure à l'École nationale d'administration publique et s'intéresse notamment à la gouvernance urbaine et régionale. Elle se dit en état de choc. La campagne électorale actuelle n'est pas déterminée par les boîtes de relations publiques, mais par les «électrochocs» que sont les révélations sur la collusion et les élections clé en main. Selon Mme Prémont, c'est le tissu de la démocratie municipale qui est touché par ces révélations et cela exige une réaction; si nous voulons penser la planification de nos villes à long terme, il faut d'abord s'assurer que la démocratie fonctionne. Elle espère que les électrochocs auront pour effet d'augmenter la participation, puisque le fait de tenir les élections dans toutes les villes du Québec en même temps n'a pas suscité beaucoup d'intérêt pour la chose municipale.

Pour Matthieu Dugal, le mot qui résume la situation actuelle de la démocratie municipale est «malaise». Que faire dans une telle situation?

Réjean Lemoine croit qu'il faut arrêter de voir le fait de ne pas aller voter comme un «péché mortel» ou comme une expression de l'apathie. Selon lui, un problème important est le financement des partis et des candidats, qui provient principalement des amis et des entrepreneurs.

Laurence Bherer croit que le problème du financement ne touche pas que le palier municipal puisque la même règle, celle du financement populaire, est appliquée au palier provincial. Cette règle a été instaurée de bonne foi mais elle a des effets pervers.

Matthieu Dugal dit qu'il connaît plein de gens qui n'iront pas voter, notamment à cause de la situation à Québec. Pourquoi aller voter?

Marie-Claude Prémont affirme qu'il y a une culture de consensus qui prévaut actuellement et qu'il faut combattre. Cette culture de consensus serait très nocive pour la démocratie et le débat d'idées.

Vincent Deslauriers croit qu'on devrait tenir les statistiques d'annulation de vote. Si on apprenait qu'une forte proportion de gens annule leur vote, cela pourrait changer la politique. C'est notre devoir de citoyen de s'informer, ça nous permet de participer au débat.

Selon Gaétan Beaulière, même si l'élection de Régis Labeaume est inévitable, il y aura une différence s'il est élu avec une forte majorité ou avec une faible majorité, et si beaucoup de gens se déplacent pour aller voter pour lui ou contre lui. À Gatineau, il y avait plusieurs problèmes : absence de projet

---

<sup>1</sup> OLIVER, J. Eric (2000), City Size and Civic Involvement in Metropolitan America, *American Political Science Review*, 94(2): 361-373.

politique à long terme, bilan qui se résume aux quatre années du mandat, chicanes entre candidats plutôt que débats sur des questions importantes.

Gérald Gobeil affirme que le taux de participation au vote par anticipation est un record à Québec; il se pourrait donc que le taux de participation à l'élection soit élevé. Selon lui, il y a une ferveur pour la chose municipale à Québec en ce moment parce que cet enjeu occupe tout l'espace médiatique.

Louise Quesnel dit qu'elle n'ira pas voter, parce que l'élection de Labeaume semble être certaine. Elle déplore qu'il n'y ait pas eu de débat télévisé. Selon elle, le débat télévisé stimule les électeurs et incite les gens à aller voter parce qu'il permet de discuter des enjeux. À Québec, c'est pour l'élection des conseillers qu'il y a de l'opposition et des discussions et c'est là qu'il est important d'aller voter.

Richard Cloutier explique qu'il a examiné les raisons pour lesquelles on n'accorde pas le droit de vote à 16 ans, et que ce sont sensiblement les mêmes arguments qui étaient utilisés contre le droit de vote des femmes. Selon lui, il n'y a aucune raison cognitive ou émotionnelle pour empêcher le vote à 16 ans. Par ailleurs, il se demande si l'ajout de questions référendaires aux élections, comme en Californie, pourraient améliorer le taux de participation. Vincent Deslauriers indique qu'il y a une section sur le vote à 16 ans dans «*Démocratie en route*», et que les opinions des jeunes à ce sujet sont très partagées.

Pierre Gauthier se dit, comme beaucoup de Montréalais, en état de choc. Il dit qu'avant de se demander si on va voter, et pour qui, il faut se demander où et quels sont les projets de société actuellement. Les révélations récentes donnent malheureusement raison aux cyniques et aux apathiques. Selon lui, la situation actuelle est le résultat d'un désengagement, du fait que nous avons laissé des gens s'engager en politique avec une attitude affairiste et que l'État a été fragilisé.

Gaston St-Laurent, du conseil de quartier de Sillery, s'inquiète de l'abolition du droit de référendum et de la disparition possible des conseils de quartier. Laurence Bherer explique qu'une forme de démocratie participative doit être privilégiée dans les quartiers : soit le droit de référendum, soit les conseils de quartier.

Louise Quesnel affirme que, bien qu'il y ait de la démocratie qui s'exerce dans les arrondissements et les districts et que ce soit important, on doit se préoccuper des modalités de l'exercice de la démocratie pour l'ensemble de la ville. La ville n'est pas que la somme des arrondissements, et il faut se soucier que les forces sociales et politiques puissent s'exprimer sur des enjeux relatifs à la ville. Sur la question des pouvoirs, Mme Quesnel explique que les villes aimeraient augmenter leurs responsabilités. Toutefois, il y a une raison au partage des pouvoirs : le territoire, même s'il est local, est aussi un morceau du territoire national sur lequel il y a des responsabilités collectives à exercer.

Laurence Bherer dit trouver paradoxal que plusieurs acteurs (le Directeur général des élections, par exemple) encouragent la participation avec des publicités, alors que les objets de ces publicités, comme les déchets et les nids-de-poule, n'incitent pas à aller voter.

Jean Lefebvre, du conseil de quartier Des Châtelers, pense que l'apathie vient de l'absence des intellectuels dans le débat politique. Selon M. Lefebvre, il y avait auparavant des gens comme Léon Dion, Claude Ryan ou Fernand Dumont, qui savaient identifier et expliquer les enjeux collectifs et donner de la prestance aux politiciens. Il déplore que les intellectuels soient peu engagés depuis deux décennies.

En mot de la fin, les intervenants ont tous insisté sur le potentiel du monde municipal pour proposer et soutenir des projets de société. Bien que certains soient découragés par l'état de la participation

citoyenne, ils espèrent que les récentes révélations auront pour effet de stimuler les débats et l'engagement.

***Propos recueillis et mis en forme par Marie-Pier Bresse  
15 décembre 2009***